

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 Besançon

Besançon, le 22/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Compo France SAS

Zone Industrielle
25220 Roche-Lez-Beaupré

Références : -
Code AIOT : 0005902783

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/10/2025 dans l'établissement Compo France SAS implanté Zone Industrielle 25220 Roche-lez-Beaupré. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Action nationale premiers prélèvements dans l'environnement :

La réglementation prévoit désormais de faire figurer dans le plan d'opération interne (POI) pour les établissements Seveso, les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès le permettent, y compris les moyens matériels et humains et les méthodes de prélèvement et d'analyses adaptées aux substances à rechercher ; ces éléments doivent être intégrés lors de l'élaboration ou de la mise à jour du POI des établissements Seveso seuil bas, au plus tard le 1er janvier 2026.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Compo France SAS
- Zone Industrielle 25220 Roche-lez-Beaupré
- Code AIOT : 0005902783
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société Compo France est spécialisée dans :

- la fabrication de compost d'écorces de résineux et de support de culture,
- le conditionnement d'engrais et de terreau (commercialisés sous la marque Algoflash),
- le stockage de produits phytosanitaires.

L'établissement est SEVESO seuil bas : 1/ par dépassement direct pour la rubrique 4510 et 2/ par règle du cumul pour les rubriques 4510 et 4511.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Prélèvements envtx
- Plans d'urgence

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Liste des substances recherchées et milieux associés	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande d'action corrective	30 jours
4	Stratégie de prélèvement	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande d'action corrective	30 jours
5	Personnels compétents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande d'action corrective	30 jours
10	Données et informations devant figurer dans le POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point d)	Demande d'action corrective	2 mois
12	Données et informations devant figurer dans le POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point j)	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise à jour du POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
2	Réalisation d'exercice POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
6	Consultation POI	Code de l'environnement du 01/01/2022, article Article L.515-41 du CE	Sans objet
7	Formation du personnel aux situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
8	Données et informations devant figurer dans le POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point a)	Sans objet
9	Données et informations devant figurer dans le POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point c)	Sans objet
11	Données et informations devant figurer dans le POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point f)	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection, Compo France était encore en réflexion concernant la réalisation des premiers prélèvements dans l'environnement. La liste des substances à rechercher par milieu, sa stratégie de prélèvement ainsi que les moyens internes ou externes à mettre en oeuvre pour assurer cette mission n'étaient pas encore clairement établis. L'ensemble de ces éléments devra avoir été décidés, prévus dans le plan d'opération interne du site et être prêt à être mis en oeuvre d'ici le 1er janvier 2026.

L'inspection a également portée sur le contenu du POI de manière générale. Celui-ci semble opérationnel et comporte en grande partie les points requis, sauf concernant les premiers prélèvements dans l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise à jour du POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires
Prescription contrôlée :
Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à

compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire.
Constats : Le plan d'opération interne de Compo France a été mis à jour en septembre 2025 pour tenir compte, notamment, des changements survenus dans le personnel permanent du site. Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué être également en cours de mise à jour afin de tenir compte de ces obligations d'ici le 1er janvier 2026 concernant l'organisation des premiers prélèvements dans l'environnement en cas d'accident. Lors de l'inspection, les constats se sont basés sur le POI finalisé de septembre 2025, mais le projet de POI en cours de mise à jour a également été consulté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Réalisation d'exercice POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires
Prescription contrôlée : Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire.
Constats : Au cours de l'année 2025, l'exploitant a réalisé 2 exercices POI type cadre (interface type POI au niveau stratégique/organisationnel mais sans déploiement réel) les 03/07/2025 et 26/09/2025. Un exercice d'intervention du SDIS sur incendie et situation de risque chimique est prévu d'être réalisé le 12/12/2025. L'exploitant a indiqué souhaiter réaliser un nouvel exercice POI type cadre avec déploiement réel et présence du SDIS au 2nd semestre 2026.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Liste des substances recherchées et milieux associés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI
Prescription contrôlée : « Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment : - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces

substances et ces milieux ont été choisis ; [...] »
Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué s'être basé sur son étude de danger datant de 2010 et complétée en 2014 pour établir la liste des substances à rechercher.</p> <p>Le POI mis à jour en septembre 2025 de Compo France comporte pour certains scénarios une information concernant les substances pouvant être rejetées dans l'environnement en cas d'incendie. Par exemple, il est indiqué la composition des gaz émis pour le scénario 2 - décomposition engrais dans B2, ou une liste de certains sous-produits de décomposition pour le scénario 4 - incendie de B4.</p> <p>Par ailleurs, concernant la matrice eau, l'exploitant a indiqué que les substances d'ores et déjà concernées par la surveillance semestrielle des eaux souterraines seraient analysées en cas de situation accidentelle.</p> <p>La matrice sol n'a pas été étudiée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit établir la liste précise des substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 4 : Stratégie de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : [...] - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ; - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition</p>

de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. [...]

Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant était en cours de construction de sa stratégie de prélèvement. Concernant les prélèvements dans l'eau, il a identifié la nécessité de réaliser un prélèvement dans les eaux d'extinction d'incendie confinées. Aucune stratégie concernant les prélèvements dans les matrices air et sol n'a pour l'instant été identifiée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant d'établir une stratégie de prélèvement (équipements et protocole de prélèvement associés par substance et milieux).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours

N° 5 : Personnels compétents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI

Prescription contrôlée :

Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : [...]

- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;

Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour

postérieurs au 1er janvier 2023.

Constats :

L'exploitant est en cours de discussion avec le prestataire qui réalise habituellement la surveillance de la qualité des eaux souterraines sur le site. L'exploitant a indiqué que celui-ci serait en capacité d'intervenir dans la journée où les 24h selon l'heure d'occurrence de l'accident.

Il a toutefois été rappelé à l'exploitant que les premiers prélèvements dans l'environnement doivent pouvoir être réalisés dans les 3h suite à un accident.

Une autre solution envisagée par l'exploitant est de disposer des flacons permettant ces prélèvements directement sur le site, dans la salle de gestion de crise aux côtés du POI. Aucune stratégie concernant les prélèvements dans les matrices air et sol n'a pour l'instant été identifiée.

L'exploitant a été encouragé à se rapprocher du site Seveso voisin concernés par les mêmes problématiques.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant d'établir les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site ainsi que les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en oeuvre ces équipements et à analyser les prélèvements.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours

N° 6 : Consultation POI

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article Article L.515-41 du CE

Thème(s) : Risques accidentels, POI

Prescription contrôlée :

Le projet de plan est soumis à la consultation du personnel travaillant dans l'établissement au sens du code du travail, y compris le personnel sous-traitant, dans le cadre du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail élargi prévu à l'article L. 4523-11 du code du travail.

Constats :

Le site de Compo France a un fonctionnement saisonnier en fonction des ventes d'engrais. Il dispose d'une équipe d'encadrants permanents et de saisonniers.

L'équipe d'encadrement a été impliquée lors de la réalisation du POI.

Les saisonniers sont informés des dispositions du POI à chaque début de saison. L'exploitant a également indiqué qu'ils seraient impliqués dans l'exercice POI prévu en décembre 2025.

Par ailleurs, l'intégralité du personnel (saisonniers et permanents) participe à une formation incendie chaque année (utilisation des extincteurs, accueil des services de secours, etc).

Le personnel sous-traitant intervenant sur le site est informé des dispositions du POI par le biais d'une information de prévention.

Il a été demandé à l'exploitant de prévoir la présentation du POI mis à jour dans le prochain

comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail prévu au premier trimestre 2026.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Formation du personnel aux situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : Les saisonniers sont informés des dispositions du POI à chaque début de saison. L'exploitant a également indiqué qu'ils seraient impliqués dans l'exercice POI prévu en décembre 2025. Par ailleurs, l'intégralité du personnel (saisonniers et permanents) participe à une formation incendie chaque année (utilisation des extincteurs, accueil des services de secours, etc). Le personnel sous-traitant intervenant sur le site est informé des dispositions du POI par le biais d'une information de prévention.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Données et informations devant figurer dans le POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point a)
Thème(s) : Risques accidentels, Contenu du POI
Prescription contrôlée : L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne. a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination
Constats : Le nom et la fonction des personnes habilitées à endosser le rôle de directeur des opérations internes (DOI) sont renseignés dans la partie concernant la structure de l'organisation. Les missions du DOI sont ensuite explicités et il est notamment la personne habilitée à déclencher le POI.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Données et informations devant figurer dans le POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point c)
--

Thème(s) : Risques accidentels, Contenu POI
Prescription contrôlée : L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne. c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;
Constats : Le POI de Compo France est organisé sous forme de fiches par scénario. Pour chaque scénario sont décrits les risques, les effets possibles et les dispositions d'interventions.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Données et informations devant figurer dans le POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point d)
Thème(s) : Risques accidentels, Contenu POI
Prescription contrôlée : L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne. d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ;
Constats : Le POI ne comporte pas d'information concernant les mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site. Il est seulement indiqué que le DOI doit organiser le point de rassemblement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit mettre à jour son POI afin de respecter cette prescription.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 11 : Données et informations devant figurer dans le POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point f)
Thème(s) : Risques accidentels, Contenu POI
Prescription contrôlée : L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan

d'opération interne. f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ;
Constats : Il est identifié dans le POI que c'est la fonction "Logistique" qui assure l'accueil des secours et de l'acheminement des moyens.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Données et informations devant figurer dans le POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V Point j)
Thème(s) : Risques accidentels, Contenu POI
Prescription contrôlée : L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne. j) Moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté.
Constats : Aucune disposition à ce sujet n'a été prévu dans le projet de POI.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de prévoir les moyens et méthodes pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur et de le faire figurer dans son POI mis à jour.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois